

Membres en exercice : 80

Présents : 60

Pouvoirs : 16

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 23 MAI 2017 À 20H

Vœu contre la disparition de seize commissariats de plein exercice en Seine-Saint-Denis

Rapporteur : Michel TEULET, Président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 17 mai 2017

PRÉSIDENTE de Michel TEULET, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

PRÉSENTS : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, AMOZIGH Joëlle, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, CRANOLY Rolin, DESHOGUES Monique, DUFFRENE Sylvie, EPINARD Serge, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LELLOUCHE Nicole, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MALJEAN Jean-Pierre, MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, PELISSIER André, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. BARRAUD Amélie (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), BENTAHAR Abdelkader, BOURICHA Fayçale (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), COPPI Katia (pouvoir à SARDA Patrick), DALLIER Philippe (pouvoir à GAUTHIER Christine), DELORMEAU Christine (pouvoir à JARDIN Anne), DEMUYNCK Christian (pouvoir à TEULET Michel), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), ISCACHE Martine (pouvoir à AUBRY Bénédicte), ITZKOVITCH Ivan, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), MARTINACHE François (pouvoir à PELISSIER André), MILOTI Donni (pouvoir à MANTEL Aurélie), POPELIN Pascal, PRUDHOMME Gérard (pouvoir à BORDES Roselyne), REYGNAUD Marie-Françoise (pouvoir à SCHUMACHER Alain), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Richard, TORO Ludovic (pouvoir à BAILLY Dominique), VIEUX-COMBE Evelyne (pouvoir à MAHEAS Jacques).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame CALMEJANE Hélène

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales,

CONSIDÉRANT les enjeux liés à la présence de la police nationale sur le territoire de la Seine-Saint-Denis et de l'EPT Grand Paris Grand Est en particulier,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

ADOpte le vœu suivant contre la disparition de seize commissariats de plein exercice en Seine-Saint-Denis :

« Monsieur Bruno LEROUX, alors Ministre de l'Intérieur, avait tenu à rencontrer les Maires de la Seine-Saint-Denis, le 21 mars 2017, qui s'est avéré être, en fin de journée, le jour de sa démission. Lors de cette réunion, il a voulu rassurer sur la présence des forces de l'ordre en Seine-Saint-Denis, voire l'augmentation des effectifs.

Pourtant, dès le lendemain de ces déclarations rassurantes, un article paru dans le journal Le Parisien pose une question troublante :

« Et s'il ne restait plus que dix gros commissariats en Seine-Saint-Denis ? ».

L'article révèle des velléités de réorganisation via une réforme menée « au pas de charge » en vue d'une validation en juin. Des informations récentes apportées par les services de l'Etat permettent de penser que les inquiétudes des Maires de la Saint-Saint-Denis ont été entendues et il convient de s'en féliciter. Toutefois, au vu de l'importance des enjeux, il nous appartient de rester particulièrement vigilants. C'est pourquoi le Conseil de territoire réaffirme sa volonté farouche de conserver l'ensemble des commissariats qui existent sur le territoire, afin d'assurer la protection des habitants dans les meilleures conditions.

La sécurité des biens et des personnes est le fruit d'un labeur de proximité quotidien qui serait rudement mis à mal par une quelconque réorganisation visant à réduire les capacités d'intervention de la police nationale sur le territoire. Le maintien de l'ordre est l'une des fonctions régaliennes de l'Etat qui doit l'exercer 24h/24 et 7j/7. Toute altération de ces dispositions sera considérée comme manquement grave de l'Etat à ses obligations envers les Français.

C'est pourquoi, le Conseil de territoire est invité à :

- Réaffirmer solennellement la mission régalienne de l'Etat de protection des personnes et des biens,
- Appeler l'Etat au respect de ses engagements d'augmentation des effectifs de la police en Seine-Saint-Denis,

- S'opposer à toute perspective d'une police nationale à deux vitesses, l'une correspondant à une simple présence en journées ouvrables, l'autre plus lointaine reprenant les prérogatives d'actions opérationnelles et de police judiciaire.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 23/05/2017.

Le Président,



Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

29 MAI 2017

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

